



**LA HONTE !**

[www.rn2-lahonte.com](http://www.rn2-lahonte.com)

**L'histoire**

## L'histoire vraie de la honte

### L'ÉTAT NE PRÉVOIT RIEN ENTRE 1984 et 1988

Il y a 25 ans, le contrat de plan 1984-1988, signé par l'Etat, ne prévoit aucun investissement entre SOISSONS et PARIS, au titre de la RN2.

### UN SEMBLANT DE TRAVAUX entre 1989 et 1993

Lors du contrat de plan suivant (1989-1993), avec les difficultés croissantes de circulation et les nombreux accidents sur la RN2, deux opérations sont inscrites et engagées : les déviations de LÉVIGNEN et du PLESSIS BELLEVILLE.

L'attente des élus est forte, car tous espèrent l'achèvement de ces réalisations pour la fin du contrat de plan, soit en 1993.

L'étude des projets montrera que les sommes engagées au contrat de plan sont notoirement insuffisantes pour assurer la bonne réalisation des travaux.

Les travaux seront engagés en 1993, en fin de contrat de plan.

### ENFIN LEVIGNEN ET LE PLESSIS entre 1994 et 1999 !

Pour permettre l'achèvement des déviations de LEVIGNEN et du PLESSIS-BELLEVILLE, des financements complémentaires seront inscrits au contrat de plan de 1994-1999.

Il aura donc fallu attendre deux contrats de plan pour obtenir la réalisation de ces deux déviations, qui représentent 34,6 millions d'euros, soit 9 % de la totalité des crédits routiers de l'Etat investis en Picardie sur 10 ans.

C'est dire l'intérêt que l'on porte à cet axe !

(Aucune autre opération ne sera inscrite en complément de ces deux déviations)

### DE GRANDES AMBITIONS pour le contrat signé en 2000... mais ...

Pour le contrat de plan signé en 2000, les objectifs énoncés par l'Etat sont importants et satisfont l'ensemble des élus, dans la mesure où 63,2 millions euros sont annoncés pour la réalisation des opérations suivantes :

- Déviation de Villers-Cotterêts	8,4 millions euros
- Vaumoise/Vauciennes	17,4 millions euros
- Déviation de Gondreville	14,5 millions euros
- Déviation de Nanteuil le Haudouin	9,9 millions euros
- Le Plessis/Nanteuil le Haudouin	13 millions euros

Cependant, en 2003, l'Etat décide de modifier le contenu du contrat de plan : la section de SOISSONS au PLESSIS-BELLEVILLE verra ses crédits en diminution de 40%.

(Dans le même temps, les déviations de COMPIÈGNE et de BEAUVAIS se voient affectées 41,50 millions d'euros complémentaires !).

En 2006, une nouvelle fois le montant des investissements entre SOISSONS et LE PLESSIS-BELLEVILLE va baisser. De l'enveloppe initiale de 63,2 millions euros, il ne reste plus que 35,9 millions euros, après un nouveau transfert financier en direction de la déviation de BEAUVAIS.

**Les opérations de VILLERS-COTTERETS, VAUMOISE-VAUCIENNES, GONDREVILLE, LE PLESSIS BELLEVILLE-NANTEUIL LE HAUDOIN sont abandonnées.**

Il faudra le Plan de Relance pour obtenir le retour du projet sur la section le PLESSIS BELLEVILLE- NANTEUIL LE HAUDOIN.

## **RIEN N'A ETE ENGAGÉ ENTRE 2000 et 2006**

A la fin du contrat de plan, soit en 2006, aucune des études et aucun des travaux prévus au contrat de plan n'ont été engagés sur la section SOISSONS - LE PLESSIS BELLEVILLE. ! Un triste record en la matière !

## **ÇA BOUGE UN PEU FIN 2008**

Seule la déviation de NANTEUIL LE HAUDOIN se verra engagée au 4<sup>ème</sup> trimestre 2008, soit 8 ans après la décision de sa réalisation.

**Et pourtant dans le même temps**, afin d'assurer la bonne réalisation de la déviation de COMPIÈGNE, l'Etat engagera à nouveau (et hors contrat de plan !), 38 millions d'euros complémentaires sur cette opération.

Au final, la déviation de COMPIÈGNE voit ses crédits passer en 2003, de 7,6 millions d'euros en 2000 à 87,1 millions d'euros !

De la même manière, les crédits de la déviation de BEAUVAIS passent au sein du contrat de plan 2000-2006 de 76 millions d'euros à 113 millions d'euros en 2005 ! soit 48% d'augmentation des crédits.

Autrement dit, **quand l'Etat veut, l'Etat fait**. Et quand l'Etat veut diminuer les crédits de près de 57% sur la section SOISSONS-LE PLESSIS-BELLEVILLE, cela ne dérange personne !!

## **L'État et son gouvernement ne reconnaissent pas la section de la RN 2 comme une priorité !**

Voilà ce qui est inacceptable !

## **A CE JOUR**

La seule avancée obtenue consiste en la demande du Préfet de Région, Monsieur Michel DELPUECH, de voir engager la totalité des études sur la RN2.

Le Directeur Régional de l'Équipement a été sollicité lors de la réunion qui s'est tenue en préfecture de l'Aisne, en réponse à la demande d'audience de Jean-Marie CARRÉ, Président de la Communauté d'Agglomération du Soissonnais, auprès du président de la République, à l'occasion de sa venue à ST QUENTIN.

Au cours de cette réunion, le Préfet de Région, en poste depuis peu, s'étonne qu'aucune des études (hors NANTEUIL LE HAUDOIN) n'aient été engagées durant la période 2000-2009. Monsieur DELPUECH signe donc l'aveu du désengagement total de l'Etat, tant en travaux, qu'en études.

Les premières maquettes du Plan de Modernisation des Infrastructures (PDMI), qui devraient être signées en 2009-2010, prévoient la réalisation de la section NANTEUIL LE HAUDOIN - LE PLESSIS BELLEVILLE pour un achèvement des travaux en 2012, soit dans le même temps que celle de la déviation de NANTEUIL LE HAUDOIN.

L'Etat souhaiterait voir engager :

- la section de GONDREVILLE pour 28 millions d'euros,
- la déviation de VAUMOISE pour 27 millions d'euros,
- les travaux au sein de la Forêt de VILLERS-COTTERÊTS pour 13 millions d'euros,
- l'achèvement des études de VAUMOISE/VAUCIENNES, de manière à permettre la réalisation du viaduc et ses raccordements au contrat de plan suivant, soit à partir de 2013.

Mais toujours rien sur PEROY LES GOMBRIES !

Il est évoqué un engagement financier de l'ordre de 105 millions d'euros si l'ensemble des projets est retenu.

Or sur ces 105 millions, 45 millions relèvent d'inscriptions au titre du contrat de plan signé en 2000 !

Autrement dit, le gouvernement ne prévoit donc que 60 millions d'euros de projets nouveaux.

Il faut considérer que les travaux inscrits en 2000 et non réalisés sont un dû, une dette de l'Etat au regard de nos territoires de L'Oise et de l'Aisne.

Exigeons, en plus des projets qui pourraient se voir inscrits au PDMI, l'achèvement de la déviation de VAUMOISE et l'engagement des crédits sur la déviation de VAUCIENNES soit 155 millions d'euros au lieu de 105 millions d'euros, et enfin un engagement écrit sur les débuts et fins de réalisation des chantiers.

**La « Honte » de la RN2** c'est 25 ans de renoncements successifs en terme financier, en terme de délai, en terme de volonté.

25 ans de duperie sur les engagements qui conduisent à cette situation inacceptable d'une RN2 oubliée des axes routiers qui mènent à la capitale alors que toutes les agglomérations de plus de 50 000 habitants situées à 100 Km de Paris, et sans exception sont à ce jour à 2x2 voies !